

GUSTAVE HERVÉ, LE TOURNANT D'AVANT-GUERRE

Gilles Heuré

Société d'études soréliennes | *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*

2001/1 - n° 19
pages 85 à 95

ISSN 1146-1225

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-mil-neuf-cent-2001-1-page-85.htm>

Pour citer cet article :

Heuré Gilles, « Gustave Hervé, le tournant d'avant-guerre »,
Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle, 2001/1 n° 19, p. 85-95.

Distribution électronique Cairn.info pour Société d'études soréliennes.

© Société d'études soréliennes. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Gustave Hervé, le tournant d'avant-guerre

GILLES HEURÉ

Pour tenter de baliser rapidement, non pas l'ensemble du parcours chaotique de Gustave Hervé¹, mais le virage nationaliste qui a été le sien, nous retiendrons quatre dates ou moments. Ceux-ci nous serviront de repères, bien visibles, à partir desquels nous pourrions ensuite nous interroger sur la nature d'un basculement, l'origine d'une conversion, la généalogie d'une révélation ; autant d'expressions qui désignent bien une même direction, mais qui nous conduiront, aussi, à procéder à quelques plongées dans la jeunesse de ce personnage et à avancer quelques hypothèses sur sa personnalité. Il s'agira alors de chercher à désigner les leviers qui ont permis un tel virage, et de souligner les permanences qui ont toujours, semble-t-il, accompagné des comportements apparemment contradictoires.

1. Rappelons brièvement que Gustave Hervé, né à Brest en 1871, agrégé d'histoire, a été révoqué de l'enseignement en 1901 et, avocat, rayé du barreau de Paris en 1905 pour propagande antimilitariste et antipatriote. Leader des antipatriotes et des socialistes insurrectionnels au sein de la SFIO, il a créé, en 1906, le journal *la Guerre sociale* puis a glissé vers un socialisme national à partir de la guerre de 1914-1918. Dans l'entre-deux-guerres, il se range, avec son Parti socialiste national dans les droites extrêmes. En 1935, il publie une brochure intitulée *C'est Pétain qu'il nous faut*, mais ne bascule pas dans la collaboration. Il meurt en octobre 1944, à Paris. Cf. Gilles Heuré, *Gustave Hervé, un propagandiste sous la III^e République*, thèse, Paris, Université de Paris II, 1995 ; Id., *Gustave Hervé. Itinéraire d'un provocateur*, Paris, La Découverte, 1997.

Premier moment : 1905

C'est au moins de juin de 1905 que Gustave Hervé publie *Leur Patrie*², livre brûlot dans lequel il s'efforce de convaincre des méfaits du patriotisme. Dans cet ouvrage, qui connaît un grand retentissement, il ne s'arrête pas aux nationalistes. Il estime que, d'une certaine manière, leur sort est scellé : sous ce nom de « nationalistes », comme il l'avait écrit en 1903 dans son premier livre, *Histoire de la France et de l'Europe*³, s'étaient réunis les hommes opposés à la révision du procès Dreyfus et qui, par la suite, ont été définitivement battus par le bloc des républicains. Les « nationalistes » sont donc, dans son esprit, des hommes du « passé ». Le nationalisme est pour lui une affaire entendue, composée de troupes qui présentent au moins l'avantage d'avancer à visage découvert.

En revanche, le nationalisme peut naître d'une autre notion, plus perverse, parce que plus communément admise, le patriotisme, c'est-à-dire ce sentiment national, apparemment légitime, auquel restent attachés trop de « prolétaires ». Hervé, quand il l'aborde, dans la préface de *Leur Patrie*, reste encore prudent :

Qu'on nous entende bien [...] Nous ne prétendons nullement que l'amour du village natal, que le patriotisme de clocher – qui n'est nullement le patriotisme national – ne soit pas un sentiment naturel, très vivace chez beaucoup : nous qui détestons les patries actuelles, nous avons conservé pour le coin de terre où nous sommes nés une sorte de fierté filiale.

Le danger, la nocivité du patriotisme national résident dans le fait qu'ils excitent à la haine de l'étranger et qu'ils conduisent inexorablement à la « guerre étrangère », laquelle détourne les esprits de la seule guerre qui soit légitime : la « guerre civile » ou « sociale ». Et pour convaincre que la seconde est bien le remède à la première, Hervé explique, un peu candidement, que l'internationalisme est bien capable de surmonter les préférences nationales et même de rendre inutile une guerre défensive. Les socialistes allemands, écrit-il, « ne marcheraient pas sur des communes insurrectionnelles où nous aurions arboré le drapeau rouge de l'Internationale ». Par ce livre, il s'impose donc comme le leader des antipatriotes ; il postule

2. Gustave Hervé, *Leur Patrie*, Paris, Librairie de propagande socialiste, 1905.

3. Gustave Hervé, *Histoire de la France et de l'Europe. L'enseignement pacifique par l'histoire*, Paris, Bibliothèque d'éducation, 1903, p. 395.

que l'antipatriotisme est un prolongement théorique auquel tout bon antimilitariste peut consentir et suppose, à tort on le sait ⁴, que le patriotisme est une des dernières mystiques dont les socialistes doivent définitivement s'affranchir.

Au congrès national du Parti socialiste de Limoges, en novembre 1906, à celui de Nancy, à la mi-août 1907, et au VII^e congrès de la II^e Internationale à Stuttgart, en ce même mois d'août, il popularisera la motion de la fédération de l'Yonne qui invitera à répondre à toute déclaration de guerre « d'où qu'elle vienne, par la grève militaire et l'insurrection. »

Deuxième moment : le 17 juillet 1912

Ce n'est pas « par un demi-clair matin » que Gustave Hervé sort de la Conciergerie, après vingt-six mois d'emprisonnement effectués aussi à Clairvaux et à la Santé, mais à 13 h 10 très exactement, quai de l'Horloge, où ses amis l'attendent depuis onze heures du matin. C'est le 17 juillet 1912.

Cette deuxième date est celle qui marque le « tournant » de Gustave Hervé, et à partir de laquelle le basculement devient de plus en plus net. Après avoir continué à écrire ses éditoriaux dans *la Guerre sociale* sous le pseudonyme de « Sans-Patrie », avoir opéré un premier changement en préconisant le « militarisme révolutionnaire » dès 1907, Gustave Hervé, depuis novembre 1911, évoque de plus en plus le « désarmement des haines ». Par cette expression, qui suscite la plus grande perplexité aussi bien dans les courants socialistes ou libertaires qu'à la préfecture de police, Gustave Hervé suggère d'accueillir les « bonnes volontés » et de s'ouvrir aux « nouvelles alliances ». Il estime qu'il est désormais temps de mettre fin aux querelles intestines qui déchirent les socialistes entre tendances rivales, qui éloignent parti et syndicat et, même, qui opposent, en un inutile combat, les radicaux et les socialistes qui doivent, sur l'essentiel, trouver des terrains d'entente.

Pour faire face, désormais, aux menaces de guerre qu'il pressent, il dresse un bilan critique de son action militante passée : les « votards » sociaux-démocrates allemands lui semblent désormais

4. « Le syndicalisme avait incontestablement fabriqué des antimilitaristes : il est beaucoup plus douteux qu'il ait produit de réels antipatriotes » (Jean-Jacques Becker, *Comment les Français sont entrés dans la guerre*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977, p. 87). Voir aussi Jacques Julliard, *Autonomie ouvrière. Études sur le syndicalisme d'action directe*, Paris, Gallimard-Éd. du Seuil, 1988, p. 26.

plus réalistes que les « braillards » qui composent ses troupes hervéistes ; il reconnaît même, en un doux euphémisme, que l'emploi du terme « antipatriotisme » avait été de sa part, une « erreur pédagogique ».

Dans *Mes crimes*, livre qu'il publie en mars 1912⁵, il explique à des lecteurs fidèles mais, pour le coup, un peu abasourdis, que l'hervéisme n'était « au fond que du pacifisme exaspéré ». Lors des nombreuses conférences qu'il tient à l'automne 1912, il sème la bonne parole unitaire. Dans l'alliance franco-russe, dans les tensions qu'il observe entre l'Allemagne et l'Angleterre, il voit les germes d'une déflagration internationale qu'il faut à tout prix éviter.

Il maintient vaguement l'idée d'une grève générale, mais à la condition que celle-ci s'opère « avant » la mobilisation éventuelle. Admettant enfin la fragilité du dispositif, il estime en effet, comme il l'explique à des milliers d'auditeurs venus l'entendre à Condésur-l'Escault, en octobre, qu'une fois la guerre déclarée, « la vague nationaliste [et la] terreur gouvernementale » submergeront toute tentative d'opposition. Mieux vaut donc, convient-il, s'en remettre à l'arbitrage international.

En 1913, il s'oppose au service national triennal mais avec des arguments qui, sous sa plume, sont inédits : les « trois ans » sont inutiles car ils sont militairement inefficaces⁶. Il dénonce surtout « l'abcès purulent » de l'Alsace-Lorraine qu'il faut vider au plus vite « sous peine des pires catastrophes ». Pour régler le problème, il est prêt à toutes les concessions : donner à l'Alsace-Lorraine un statut d'autonomie, comme celui d'un canton suisse dans la future fédération des États-Unis d'Europe ; céder à l'Allemagne, au titre de dédommagement, une colonie asiatique ou africaine.

Sur cette question de l'Alsace-Lorraine, qu'il défend encore au congrès socialiste de Brest, sa ville natale, en 1913, il obtient le soutien de Charles Péguy⁷, l'auteur de *Notre patrie*, heureusement surpris de constater que le « traître Hervé », comme il n'avait cessé de l'appeler, revient à des considérations plus réalistes :

Hervé – écrit Péguy – le seul qui ait du courage dans toute cette bande, leur a fort bien dit, à Brest que, à leur point de vue, il y a une question d'Alsace-Lorraine. Et

5. Gustave Hervé, *Mes crimes et onze ans de prison pour délits de presse. Modeste contribution à l'histoire de la liberté de la presse sous la III^e République*, Paris, Éd. de la Guerre sociale, 1912.

6. *La Guerre sociale*, 11-17 juin 1913.

7. Sur les rapports entre Hervé et Péguy, voir Gilles Heuré, « Gustave Hervé et Charles Péguy », *l'Amitié Charles Péguy*, 78, avril-juin 1997.

*qu'elle n'était pas factice, et imaginaire, et qu'elle n'était pas gratuite, et qu'elle n'était pas une invention, une imagination des nationalistes. C'est l'évidence même*⁸.

Depuis sa libération en 1912, Hervé n'est plus vraiment Hervé ; à ses accusateurs qui le conspuent, il répond que « les girouettes marquent le vent » et persiste à dire que la voie insurrectionnelle étant fermée, il faut ouvrir la « voie blocarde ». En février 1914, il avoue même son « faible » pour Déroulède.

Hervé est-il devenu nationaliste ? Il accorde en tout cas une grande importance à la question des nations. Il lui semble qu'analyser les questions internationales sous le seul angle économique est une erreur fatale et qu'il faut prendre en compte, pour bien comprendre ce qui se passe notamment dans les Balkans, le mouvement des fiertés nationales : mouvement ample, incontestable et imprévisible.

Lors de la déclaration de la Guerre, l'attitude d'Hervé, qui demande à être incorporé dans le premier régiment d'infanterie qui partira à la frontière, étonne encore quelques militants qui n'avaient pas perçus à quel point celui-ci avait évolué depuis deux ans. « Il n'y a plus de différence entre Barrès et Hervé », écrit tristement un jeune militant socialiste de l'Yonne⁹.

Le directeur de la *Guerre sociale* solde, en effet, les idéaux d'antan : la II^e Internationale s'étant révélée incapable d'empêcher la guerre, l'insurrection pas plus que la grève générale ne sont à l'ordre du jour ; confiant dans le sentiment national qui inspire les socialistes, il prend contact avec les responsables politiques pour que l'application du carnet B, qui serait commettre l'irréparable, ne se fasse pas.

Et Hervé, qui débat courtoisement avec Maurice Barrès par journaux interposés sur les religieuses, s'émeut de la concorde nationale qui unit les royalistes, les bonapartistes, les catholiques, les nationalistes et les « sans-patrie » dont il dit qu'il a toujours pensé qu'ils

8. Charles Péguy, *L'argent suite, Œuvres en prose complètes*, Paris, Gallimard, coll. « La Pléiade », III, 1992, p. 940.

9. « Tous les “va de la gueule”, syndicalistes, socialistes, voleront à la frontière ou plus exactement y enverront leurs adeptes. Il n'y a plus de différence entre Barrès et Hervé ou Jouhaux. Comment ne pas être éberlué par ces cabrioles d'hommes qui furent mes idoles. Je ne comprends plus » (Lucien Juventy, *Souvenirs et lettres (1914-1918)*, présentation de Jacques Juventy, Paris, Centre de recherches sur l'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme-Université de Paris I, 1988).

étaient des « patriotes de derrière les fagots ¹⁰ ». Il se scandalise même qu'on puisse douter de ce dernier point, comme le fait le sénateur Gervais dont les propos ont été publiés par *le Matin*, qui a vu dans la débandade d'une division, fin août 1914, en Lorraine, les stigmates de la propagande antimilitariste.

En vain – s'indigne Hervé – depuis le début de la guerre et dans les jours qui précédèrent la mobilisation, socialistes, syndicalistes, anarchistes ont rivalisé de zèle patriotique avec les nationalistes les plus fougues ¹¹.

Certes, on n'oublie pas du jour au lendemain, notamment à l'Action française, à quel point Hervé fut violent. Toutefois, Maurice Barrès, dans *l'Écho de Paris*, lui prodigue des encouragements : « Patriote comme vous l'êtes, Hervé, laissez donc votre esprit, tout votre être s'accorder avec l'instinct de la nation, et ne manquez pas la belle occasion de vous améliorer encore. »

« Patriote convaincu », comme le reconnaît la préfecture de police ¹², Hervé est désormais jusqu'au-boutiste ; persuadé qu'il faut débarrasser l'Europe de son « chance militariste austro-allemand », il veut ignorer la « phraséologie » des congrès socialistes, couvre d'injures ceux qui entendent renouer les relations internationales, et, dès 1915, il dessine vaguement les contours d'une III^e Internationale, celle qui doit « par le concours des hommes de bonne volonté, de toutes les races et de toutes les classes [bâtir] sur les Droits de l'homme et des nations, sur la Justice sociale et sur la paix internationale, les États-Unis d'Europe et du Monde ¹³ ».

Troisième moment : le premier janvier 1916

Depuis 1912, Hervé a fait du chemin. Mais l'évolution n'est pas terminée. Abordons la troisième date. Le 1^{er} janvier 1916, son journal change de titre. *La Guerre sociale*, qui est désormais un « anachronisme », devient *la Victoire*, destinée à devenir « la consolation des hommes d'ordre. » Dans ce nouveau journal, plus présentable aux yeux des annonceurs, et qui tire à quelque 80 000 exemplaires, Hervé va décliner son socialisme national. Le programme est assez sommaire : collaboration de classes, union du Capital, du Talent

10. *La Guerre sociale*, 17 août 1914.

11. *La Guerre sociale*, 25 août 1914.

12. APP BA 1470, note du 10 octobre 1914.

13. *La Guerre sociale*, 18 février 1915.

et du Travail, obéissance civile et politique à un exécutif ferme, opposition aux grèves qui minent l'action nationale, et prise de conscience qu'il faut vivre dans un sentiment de pénitence nationale.

La Révolution russe accélère-t-elle son nationalisme ? Pas tout de suite. Le 17 mars 1917, Hervé se réjouit de l'abdication du Tsar : « La Russie est libre ! quelle joie ! ». Deux mois plus tard, dans *la Victoire* du 18 mai 1917, il exhorte encore les observateurs à un peu de patience :

Nous les Républicains français qui avons été si indulgents pour les crimes du tsarisme pendant vingt-cinq ans, nous pouvons bien, après tout, montrer un peu d'indulgence, pendant quelques mois pour les erreurs de jeunesse de la glorieuse démocratie russe.

Mais dès la mi-juin, il fustige le « maximalisme russe » et se dresse en farouche opposant au bolchevisme, vestige tardif, selon lui, d'une idéologie qui appartient d'ores et déjà à l'avant-guerre, mais dont les effets risqueraient de retarder et de compromettre le glissement naturel de l'Union Sacrée en période de guerre, à la nécessaire unité nationale qui devra s'imposer une fois la paix recouvrée. Si un socialiste combattant comme Pierre Monatte doute que la « fraternité du front » puisse cimenter les luttes sociales au lendemain de la guerre ¹⁴, Hervé, lui, veut croire que la fraternité nationale ne souffrira plus d'aucune division.

Le chemin est long de l'antipatriotisme au nationalisme et, avant de nous interroger sur cette évolution, il nous reste une quatrième date à retenir qui pondère quelque peu les jugements ou les classifications dont notre personnage a parfois fait l'objet.

Quatrième moment : 1922

Le 28 octobre 1922, dans un article publié dans *la Victoire*, Gustave Hervé salue la chute du gouvernement De Facta et l'ascension au pouvoir de Mussolini, même s'il juge que « le procédé est un peu cavalier ». Il ne cessera d'admirer les différentes phases du fascisme italien, mais comme un modèle à suivre en respectant certaines distances :

14. Colette Chambelland, *Pierre Monatte, une autre voix syndicaliste*, Paris, Éd. de l'Atelier, coll. « La part des hommes », 1999.

En France – écrit-il – grâce à la maturité politique plus grande du peuple français [...] le bulletin de vote suffit et [...] nous avons fait le Bloc national. Ce n'est peut-être pas aussi reluisant que le fascisme, mais c'est plus sûr, plus économique, et puis c'est plus républicain.

Le fascisme italien constitue presque, à ses yeux, la punition qui ne manquerait de sanctionner les errements politiques français, la « pétaudière parlementaire ».

Mais c'est une extrémité à laquelle il ne veut pas se résoudre, précisément parce que, selon lui, la France dispose d'une tradition politique et d'institutions républicaines, certes améliorables, mais solides, qui lui permettent de faire l'économie d'une révolution fasciste. Dès cet article, Hervé dessine les limites au-delà desquelles il ne faut pas s'aventurer.

Comment définir son nationalisme ? Dès le lendemain de la guerre, Hervé préconise une réconciliation franco-allemande pour éviter que l'Allemagne, même si elle doit s'acquitter des dettes de guerre, reste trop longtemps humiliée. En cela, il est plus proche des positions de la SFIO que de celles de certains qui, à droite, restent intransigeants.

Soucieux d'une rechristianisation qu'il juge souhaitable, Hervé médite davantage sur ce qui a disparu et espère plus en ce qui doit perdurer qu'il n'est fasciné par l'incandescence de ce qui doit surgir. Son nationalisme, qui respecte l'égalité des races, n'est pas conquérant et ne vise à aucune extension territoriale.

La France n'a, selon lui, d'autre mission que de rester fidèle à elle-même, en méditant sur ses régimes politiques successifs et en se pliant docilement à un régime, la République autoritaire, qui aurait assimilé toutes les révolutions et les crises. Le nationalisme de Gustave Hervé se veut raisonnable : une qualité qui ne ressortit en rien au « rationalisme critiqueur, desséchant et stérilisant de Voltaire » – dans ses *Propos d'après-guerre*, parus en 1923, il vitupère le rationalisme matérialiste des philosophes du XVIII^e siècle –, mais qui doit se couler dans une sorte de bon sens populaire.

Et, les années passant, il ne cesse de se retourner vers un avant-guerre idéalisé. Cet ancien professeur d'histoire, qui ne voyage pas, ne comprend guère les évolutions du monde qu'il observe depuis le triste bureau de son journal en perte de vitesse.

Il compare Mussolini à Bonaparte, Hitler au général Boulanger ou à Danton. S'il regarde le nazisme avec bienveillance, parce qu'il est, selon lui, un régime d'ordre, il ne peut admettre son antisémitisme dont il veut penser, longtemps, qu'il n'est qu'une erreur tactique.

Se déclarant « philosémite », Hervé, en 1935, craint désormais le nouveau « Kayser », devenu décidément infréquentable, et brandit l'Évangile contre *Mein Kampf*. Le nationalisme de Hervé n'est plus une prison des peuples, mais une cage douillette.

Quel avènement du moment nationaliste ?

Après avoir tenté de le cerner en suivant, chronologiquement, quatre dates, comment appréhender ce parcours d'un extrême à un autre, qui, parti de l'antipatriotisme, aboutit à un nationalisme somme toute ordinaire ? L'étude de l'itinéraire de Gustave Hervé peut-elle aider, modestement, à élucider ce que peut être un « tournant » nationaliste ? Peut-on, à partir d'une biographie du cas isolé d'un homme, aussi historiquement fécond puisse-t-il être, éclairer des modes de réception, établir des logiques de basculement ou identifier des leviers qui ont actionné ou inspiré une évolution politique ? Dans *L'homme sans qualité*, Robert Musil fait se débattre son héros, Ulrich, dans un « stock de vertus disponibles » qui n'aide pas à comprendre ce monde d'avant-guerre, inconscient de l'hécatombe qui le guette.

*On avait vu tour à tour – écrit Musil – des vertus nationales, chrétiennes, humanistes, tantôt la fermeté et tantôt la bonté, tantôt la personnalité et tantôt la communauté, un jour le dixième de seconde et la veille la sérénité historique. Au fond, les changements d'atmosphère de la vie publique reposent sur l'échange de ces leitmotiv*¹⁵.

Quels pourraient être, dans la vie d'Hervé, les dixièmes de seconde qui auraient pu inspirer son évolution vers le nationalisme, ou révéler en lui ce qui était en sommeil depuis son enfance ?

Est-ce ce bref moment où, de sa cellule de la prison de la Santé, il entend les sifflets des locomotives de la gare Montparnasse indiquant la fin de la grève des cheminots, qu'il éprouve, comme il le confiera, en 1935, au journaliste brestois Charles Chassé¹⁶, l'« impression pénible » d'un désenchantement politique ?

Est-ce une promenade de trop dans les « cages à ours » de la prison de la Santé ; est-ce le cri trop strident d'un condamné de droit commun ? Est-ce la conviction que son purgatoire à la prison a trop

15. Robert Musil, *L'homme sans qualité*, Paris, Éd. du Seuil, 1956, II, p. 182-183.

16. *La Dépêche de Brest*, 12 juillet 1935.

duré ? Est-ce, encore, le moment où il apprend la mort de son frère cadet sur un champ de bataille de la Somme ? Est-ce ce jour de l'Ascension de 1935 où, après une prière exhaussée, il confirme « officiellement » son retour au christianisme ?

Ces dixièmes de seconde évoqués par des témoignages ou des révélations de l'intéressé peuvent être portés au dossier. Beaucoup d'autres, sans doute plus décisifs, nous restent inconnus.

La « sérénité » de l'histoire ou le cours d'une vie, à condition qu'elle soit comprise comme la recherche de la cohérence d'un individu, telle qu'elle peut être supposée par les sources, peut nous suggérer des éléments de réponse. Empruntons quelques citations à Maurice Barrès pour nous aider dans cette démarche : « Un nationaliste, c'est un Français qui a pris conscience de sa formation ¹⁷. »

Hervé n'a jamais réellement renié, sauf à l'occasion de quelques bravades, la ferveur catholique de sa région natale : il a toujours, même au moment de sa période ouvertement anticléricale, préservé le personnage de Jeanne d'Arc, il n'a jamais oublié qu'il donnait des cours de stratégie militaire à son frère cadet, futur officier de carrière, ni qu'il avait quelques ecclésiastiques dans sa famille.

Au mi-temps de sa vie, fatigué de trop d'activités militantes, de trop de procès et de trop d'emprisonnement, il est probable que certains souvenirs et qu'une certaine nostalgie aient pris le dessus sur toute autre considération politique.

« Avec une chaire d'enseignement et un cimetière, a encore écrit Barrès, on a l'essentiel d'une patrie ¹⁸. » La chaire, Hervé l'a eue, même s'il fut rapidement révoqué de l'enseignement.

Répétiteur à Alançon, Laval, Lesneven, professeur à Rodez puis à Sens, il a encore, entre 1901 et 1905, assuré comme professeur libre, conférencier et « commis-voyageur en socialisme » quelques 230 conférences. Infatigable orateur, entre 1900 et 1914, il a visité toutes les régions, été « arpenteur » de toutes « les petites patries ¹⁹ ».

Il est possible encore que, dans la lecture admirative qu'il fait de *L'armée nouvelle* de Jean Jaurès ²⁰, en 1911, il ait retenu cette

17. Cité in Ariane Chebel d'Appollonia, *L'extrême-droite en France de Maurras à le Pen*, Bruxelles, Éd. Complexe, 1988, p. 49.

18. Cité in Raoul Girardet, *Le nationalisme français, Anthologie 1871-1914*, Paris, Éd. du Seuil, coll. « Points histoire », 1983, p. 216.

19. Jean-François Chanet, *L'École républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier, 1996.

20. Sur les rapports entre Hervé et Jaurès, cf. Gilles Heuré, « Jean Jaurès, Gustave Hervé et l'antimilitarisme », *Jean Jaurès. Cahiers trimestriels*, 145, juillet-septembre 1997.

phrase : « La patrie [...] tient par ses racines au fond même de la vie humaine et, si l'on peut dire, à la physiologie de l'homme ²¹. » La patrie révélée d'Hervé ne peut plus se traduire que par un socialisme défensif.

On ne trouve chez Gustave Hervé aucun calvaire de Champigny-la-Bataille, comme chez Déroulède, aucun cimetière de Chambières, comme chez Barrès, ni aucune Acropole courageusement détruite, comme chez Maurras. Son nationalisme, lentement apparu dès 1911, pleinement national en 1914, faussement agressif dans les années vingt et trente, foncièrement catholique et hanté par le péché dans les dernières années de sa vie, jusqu'à sa mort à 73 ans, en 1944, est banal, sans aucune dimension esthétique ou poétique, uniquement tourné contre tout acte et pensée politiques susceptibles de contredire l'assouplissement social qu'il appelle de ses vœux. Il est brandi comme une mystique de substitution, après épuisement des autres, nourri, en tout cas, de celui des autres. Inciter à recadrer l'étude du tournant nationaliste d'Hervé entre le « dixième de seconde » et la « sérénité » de son histoire n'est pas, ici, une manière commode de différer l'analyse. C'est une invitation à prendre en compte, pour mener à bien cette analyse, des incidents ou des faits psychologiques qui, adossés aux sources disponibles, peuvent éclairer un parcours et mieux expliquer un basculement. Entre les oublis et les frauduleuses utilisations, la vigilance du chercheur doit redoubler d'attention.

21. Cité in Michel Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Éd. du Seuil, coll. « Points histoire », 1982, p. 28.